

CROSSING BORDERS!

movements and struggles of migration

Soutenez notre bulletin d'information, aidez-nous dont distribuer les versions électroniques et imprimées. Trouvez les versions multilingues à notre site www.noborder.org/crossing_borders. Contactez-nous à frassainfo@kein.org

Une fois de plus nous saisissons l'occasion d'un Forum social mondial (FSM), qui aura lieu à Tunis fin mars, pour sortir un nouveau numéro de Crossing Borders. Etre un "Harraga" – un mot utilisé en Afrique du Nord qu'on peut traduire par "bruleur de frontière" – c'est une question qui se pose tous les jours en Tunisie, et le sort des boat people, les disparitions, les morts touchent d'innombrables familles. A l'été 2012 a été lancé Boats4People, une campagne transnationale symbolique qui a organisé des rassemblements de protestation et de mémoire dans des villes tunisiennes et italiennes, pour dénoncer le régime de frontières européen assassin et ses milliers de victimes.



C'est sur cette toile de fond que se déroulera le FSM de Tunis, dont les migrations seront l'un des principaux sujets. En guise d'introduction, des extraits d'un "journal entre migration et précarité" rédigé après un voyage qui nous a conduits dans plusieurs villes tunisiennes en décembre 2012, prélude à une caravane pour la liberté de circulation qui aura lieu en bus en septembre 2013. Migration et précarité sont également les mots-clés d'un site web multilingue (présenté en page 2). "déconnexions précaires" – tel est son nom – se veut un outil d'échange global au service des luttes menées de l'intérieur contre la crise capitaliste, contre l'exploitation, le patriarcat et l'exclusion sociale. Les réseaux liés aux migrations se développent : une "carte transfrontières" a été publiée sur www.noborder.org (page 3, plus d'informations sur le contexte et les suites prévues). Berlin, Vienne, Amsterdam, Budapest, Bologne, Choucha... : page 4 nous rendonc compte des luttes de réfugiés partout en Europe et au-delà, multiformes et en partie simultanées...

Entre migration et précarisation

Les textes qui suivent sont extraits d'un "journal fragmentaire" plus long, écrit avant l'assassinat, le 6 février 2013 à Tunis, du leader de l'opposition de gauche Chokri Belaïd, et les grèves et mouvements qui s'ensuivirent. Les auteurs, européens, en ont ramené la certitude que "la lutte pour les salaires, pour la liberté et la dignité est très vive en Tunisie. Ce sont ces exigences sociales – loin de la polarisation des médias sur l'opposition entre un parti islamiste au pouvoir et une opposition séculière – qui doivent être au centre de nos préoccupations, de notre solidarité et de notre recherche de terrains d'entente". Ce voyage s'inscrit dans la préparation d'une caravane pour la liberté de circulation, qui aura lieu en bus en septembre 2013.

El Fahs - 27.12.2012 Pas de travail, pas d'avenir. Les 13 hommes que nous rencontrons dans un café disent tous qu'ils quitteront le pays dès qu'ils le pourront : Harragas vers l'Italie, en tout cas vers l'Europe. (...) En septembre 2012, ce sont 10 familles d'El Fahs qui ont perdu l'un des leurs en une seule tragédie maritime accident. La nouvelle s'est répandue vite et les 9 et 10 septembre, devant l'inaction et l'évidente politique de désinformation du gouvernement, des milliers d'habitants d'El Fahs ont érigé des barricades. Une grève générale a totalement paralysé la petite ville, et les routes d'accès ont été barrées. (...)

Siliana - 28.12.2012 (...) un adolescent dans la rue nous a fièrement montré les traces encore visibles d'un incendie à un carrefour. Durant toute une semaine une foule têtue a manifesté, et une grève générale

a explosé "contre la pauvreté et le chômage". Les milliers de manifestants de novembre 2012 ont réussi à faire démissionner le gouverneur, corrompu et hai. Nous avons appris que la firme allemande Dräxlmyer produit dans la zone industrielle de Siliana des câbles pour les plus grosses firmes automobiles. 3000 travailleurs, pour la plupart des jeunes femmes, sont exploitées pour un salaire (125,- €) qui, même en Tunisie, ne permet pas de survivre. L'usine fait partie d'un réseau de fournisseurs just-in-time, avec des branches ailleurs en Tunisie, et aussi en Egypte et Europe de l'Est. (...)

Regueb - 29.12.2012 "Pourquoi voulez-vous manifester avec nous, alors que le vrai problème est en Europe ? Les politiques meurtrières de migration et le racisme viennent d'Europe, c'est là que vous devriez faire votre caravane ! Comment pouvons-nous développer une collaboration sur un pied d'égalité alors que l'écart de richesses est si énorme entre l'Europe et l'Afrique ? Est-ce que le vrai problème ce n'est pas le système capitaliste ?" D'innombrables questions nous ont été posées au cours d'une passionnante assemblée, qui est arrivée à la conclusion que le haut niveau de chômage et les formes éminemment précaires de travail en Tunisie doivent être envisagées à la lumière de la relation inégale entre le Nord et le Sud...

Version complète à

www.connessioniprecarie.org/category/world-connections/

Déconnexions globales *...traverser les frontières de la précarité*

La précarité est globale parce qu'elle est se construit sur la traversée des frontières, mais aussi parce qu'elle est la condition du travail partout. La précarité est la trace de la division internationale du travail et c'est pour cela qu'elle unit différents travailleurs, les hommes et les femmes, les migrants, qui chaque jour défient le pouvoir du capital. En fait, la précarité est une question de classe, une classe transnationale dont la force ne dérive pas d'une homogénéité présumée, mais de différences qui la traversent en concret. Tracer les parcours globales et complexes de la précarité est le but de *connexionni globali* (déconnexions globales), la page du site Internet de *connexionni precarie* (déconnexions précaires) (www.connexionniprecarie.org) dédiée à mettre en lumière la dimension transnationale de la lutte de classe. *connexionni globali* jète un coup d'oeil à cette dimension, en prenant en compte les expériences concrètes des travailleurs de Foxconn en Chine et en Roumanie, les grèves des ouvriers de Maruti – Suzuki en Inde, la lutte de la population grecque contre la crise, les femmes qui travaillent à domicile au Pakistan. Toutes ces conditions sont apparemment situées dans des zones marginales du globe, mais tous ces acteurs participent concrètement au marché internationale. Ou encore, les travailleurs portuaires à Oakland, qui ont lutté contre Wall Street en bloquant le port de la ville. Nous avons l'intention de démontrer que la précarité est un facteur sociale et globale. C'est globale la dimension dans laquelle le capitalisme affirme sa domination. Et l'espace où les précaires s'opposent au contrôle du capitalisme sur le travail doit être globale.

connexionni globali montre comment les hommes et les femmes, les migrants, les « vieux » et les

« nouveaux » travailleurs partout dans le monde luttent contre l'exploitation capitaliste, en croyant que leur pouvoir dépend de leur capacité de construire de connexions au niveau globale. Grâce aux des travailleurs portuaires à Oakland, nous avons compris que la lutte contre Wall Street peut être déplacée dans les ports et en tout lieu. Mais le blocus du port de Oakland nous suggère qu'il y a des « points chauds » où le capitalisme montre plus clairement ses connexions globales, et c'est là qu'il faut frapper en joignant tous les acteurs que le capitalisme cherche à diviser. Les luttes des femmes qui travaillent à domicile au Pakistan nous suggèrent qu'il existe une insubordination globale, qu'il est possible de se connecter aux autres travailleurs sur une échelle plus grande, et que les femmes peuvent tracer le chemin aux hommes. Pour nous, raconter l'histoire des *connexions globales* signifie traverser les frontières de la précarité.



La carte transfrontières

Cette carte de résistance contre le régime européen de frontières a été publiée fin 2012, en poster et en version électronique. Elle documente les initiatives présentées en mars 2012 à la réunion d'Istanbul : des actions menées le système européen de frontières de part et d'autre des frontières extérieures de l'UE, et au-delà.

L'externalisation

A la frontière gréco-turque ou en mer Egée, dans le détroit de Sicile ou dans le détroit de Gibraltar, autour de l'île de Lampedusa ou dans les enclaves de Ceuta et Melilla : les images de ces soi-disant "points chauds" sont les mêmes. Gigantesques barrières, systèmes de surveillance high tech, camps d'enfermement et omniprésence de Frontex (l'agence européenne de contrôle des frontières), tel est le paysage, bâti sur fonds européens, aux frontières des principaux pays voisins à qui l'UE impose, avec le bâton de la pression économique et la carotte d'avantages financiers, d'adopter les contrôles migratoires et d'en prendre leur part. Cette externalisation vers le Sud et l'Est est cause d'infinie détresse et de milliers de , dans le contexte d'une stratégie européenne de dissuasion contre l'immigration illégale.

Les campagnes et groupes transnationaux

La résistance transnationale de ces dernières années n'en a que plus d'importance. Dans les zones frontalières de tension, les camps Noborder, les caravanes et les bateaux de la solidarité sont certes des actions publiques de portée largement symbolique, mais les contacts et les collaborations noués au fil des années ont donné lieu à des structures de long terme se transformant de plus en plus en réseaux efficaces : e.g. le guide virtuel d'assistance de vol de Welcome to Europe (www.w2eu.info), qui, en quatre langues et à partir de données de tous les pays de transit et de migration, apporte aux réfugiés et aux migrants une aide concrète, donne des adresses utiles et des informations pratiques.

Aux frontières externes, des mouvements de migration têtus...

En dépit du durcissement de la répression contre les migrants en transit au Maroc, du suréquipement des barrières de Ceuta et Melilla, cette frontière demeure un lieu central de luttes. Jour après jours des migrants réussissent à la franchir, passer par dessus les barrières ou les contournant à la nage ;

en août 2012 ce sont plusieurs centaines de migrants qui se sont ensemble affrontés aux obstacles. En 2010, la frontière terrestre gréco-turque sur l'Évros est devenue le lieu central de transit, où la répression n'a pu empêcher la détermination des migrants à passer. La situation a changé à l'été 2010, avec la crise, les infimes chances de survie, les raids systématiques de la police, les pogroms racistes, la mobilisation de milliers de policiers des frontières. Les arrivées par la mer et les îles sont moins nombreuses mais continuent. A Lesbos, des groupes de solidarité ont réussi, fin novembre, à investir de force un centre ouvert pour nouveaux arrivants. Dans les centres fermés et les prisons éclatent régulièrement des émeutes de migrants et de réfugiés emprisonnés.

Avec la chute du dictateur Ben Ali, nombreux sont les nouveaux acteurs apparus sur la scène de la société civile tunisienne. Les familles des Harragas disparus ou noyés non seulement exigent d'être informées sur le sort de leurs proches, mais demandent l'abolition du régime européen de visas et critiquent la collaboration de leur gouvernement avec l'UE. Quand, en septembre 2012, 79 migrants tunisiens ont trouvé la mort dans le naufrage d'un nième bateau près de Lampedusa, il y a eu des mouvements à El Fahs, l'une des villes d'origine des victimes : grèves, incendie de plusieurs commissariats de police ainsi que des locaux du parti au pouvoir.

... Grèves de réfugiés et mouvements de révolte en UE

La lutte incessante et opiniâtre menée aux frontières pour la liberté de circulation trouve un écho à l'intérieur : grèves, rallyes de protestation, manifestations montés par les réfugiés auto-organisés (voir p.4). Les conditions matérielles de vie sont aussi diverses que la provenance et les revendications des acteurs, et les connections directes sont de fait limitées, mais les influences sont flagrantes. L'expérience des luttes acquise par les réfugiés durant le voyage est souvent intégrée aux actions

Invitation à élargir la carte ...

La version – jusqu'à présent – statique de la carte transfrontières ne montre que quelques points clés des luttes de migrants à l'intérieur de l'UE, et n'a aucune prétention à l'exhaustivité. Elle offre néanmoins un premier état d'un nombre croissant d'initiatives de mise en réseau partout en Europe, et au-delà. A cette première étape nous ajoutons une proposition : construire une carte interactive, une carte en mise-à-jour constante, qui donne le pouls des mouvements de migrations et, en visualisant la diversité des résistances, renforce les luttes pour la liberté globale de mouvement en tant que processus transnational.



Luttes de réfugiés et immigrés auto-organisés

Durant les derniers mois, nous avons pu assister à une vague simultanée de marches, manifestations et grèves, de camps de protestation ainsi que d'occupations d'églises au sein et à l'extérieur de l'UE. Les divers groupes protestataires semblent très différents en ce qui concerne leurs revendications, rendant presque impossible tout processus d'unification de leurs objectifs. Cependant, le besoin d'avantage d'échanges en vue d'une inspiration mutuelle ainsi que d'une coopération transnationale est important, d'autant plus que les différentes luttes ont comme cible commune le même soit-disant système de gestion de l'immigration, qui combine exclusion et exploitation dans le cadre d'une régime moderne d'apartheid.

Marche et Camp de Protestation à Berlin

Les protestations ont commencé par l'installation de tentes dans quelques villes en Mars 2012, suivies d'une marche de 30 jours à travers l'Allemagne vers Berlin en septembre, débouchant sur un camp de protestation dans la capitale, toujours en place. La fermeture de tous les camps, l'abolition de la loi sur la résidence et l'arrêt des déportations sont les revendications majeures. Par ailleurs, les diverses actions reçoivent beaucoup d'attention de la part du public ainsi que du soutien de la part de beaucoup d'organisations. Les activités auto organisées se poursuivent avec un **voyage en bus pour la révolution des réfugiés**; également avec un manifestation à Berlin le 23 Mars. Aussi, un **procès** est en préparation pour le moi de Juin 2013.

<http://asylstrikeberlin.wordpress.com/> <http://thecaravan.org/>



Camp de protestation et occupation d'église à Vienne

Le 24 novembre 2012, environ 200 réfugiés marchèrent depuis un camp de placement d'un petit village afin d'installer un camp de protestation clairement visible en plein cœur de Vienne. Les exigences des réfugiés sont: un traitement juste pendant le processus de demande d'asile, des conditions de vie meilleurs dans les camps, ainsi qu'un accès au marché du travail. Le 18 décembre, après avoir été ignorés par le gouvernement pendant des semaines, les réfugiés ont décidé d'investir une église et ont débuté une grève de la faim afin d'appuyer leurs demandes. Cette grève de la faim dans une église eu un écho considérable dans le public. Cependant, le gouvernement ayant reconnu la légitimité de leurs demandes, les réfugiés se retrouvent avec à peine plus de que vagues promesses. Début Mars 2013 les réfugiés lancèrent une nouvelle vague de protestations, abandonnant l'église pour investir un monastère aux alentours. La lutte continue. <http://refugeecampvienna.noblogs.org/>

Manifestations des réfugiés à Budapest

Un groupe de réfugiés reconnus, menacés de se retrouver à la rue, ont manifesté deux fois en Novembre 2012 en face du Parlement contre leurs perspectives d'avenir misérables, après qu'ils durent quitter le camp temporaire d'intégration de Bicske. Leurs revendications majeures étaient un accès au logement abordable, des possibilités d'emploi équitables ainsi que des services de santé adéquates (Interviews en anglais enregistrés lors du premier jour de manifestation: https://www.youtube.com/watch?v=anZ27u_Mf5Y).

Le gouvernement eut une réaction cynique, ce qui amena les réfugiés à s'entretenir avec les membres du HCR, à organiser une nouvelle manifestation devant le bâtiment de l'UE en Février 2013 et à déposer une plainte contre la Hongrie auprès de la Commission de l'UE. Beaucoup de réfugiés, dont des familles entières, sont dans l'obligation de quitter le camp d'ici le 31 Mars pour se retrouver dans l'incertitude. Par conséquent, d'autres actions sont à venir.

Manifestation des réfugiés de Choucha

Plus de 200 réfugiés, qui se sont vus refuser tout status, se retrouvent privés de nourriture et besoins de première nécessité au camp de Choucha en Tunisie, près de la frontière Libyenne. Le HCR s'est déclaré non responsable de ces personnes, et leur met la pression afin qu'ils retournent dans leur pays d'origine, ou en Libye. Poussés dans leurs limites, une centaine d'entre eux choisirent de se rendre à Tunis fin janvier afin de faire valoir leurs revendications auprès du HCR, de l'Union Européenne et des autorités Tunisiennes. Après une semaine de contestation et de négociations, leurs demandes restent: une nouvelle étude des dossiers en matière de demande d'asile qui ont été rejetés, ainsi que d'assurer une protection internationale à tous ceux qui ont fui la guerre en Libye, au moyen d'un placement dans des pays sûrs comportant un système de protection efficace. <http://voiceofchoucha.wordpress.com/> <http://www.chouchaprotest.noblogs.org/>

Protestations d'immigrés auto organisés aux Pays-Bas

L'année dernière, aux Pays-Bas, environ 5000 demandeurs d'asile qui ont vu leurs dossiers refusés, n'avaient plus droit aux premières nécessités comme nourriture et refuge, même lors qu'il leur est impossible de regagner leur pays d'origine. Mais de plus en plus refusent de se cacher et se battent pour une vie décente, pour l'espoir. En septembre 2012, deux camps protestataires ont vu le jour à Amsterdam et à La Haye. Celui d'Amsterdam abritait plus de 100 réfugiés d'Afrique. Munis de leur slogan "NOUS SOMMES ICI", ils insistent sur le fait que NOUS sommes des être humains, que NOUS n'avons nulle part où aller, que NOUS resterons ici jusqu'à ce que nous trouvions une solution -un logement un avenir sûr- qui respecte les Droits de l'Homme. Les immigrés déterminés à rester ont du affronter la police lors de l'expulsion du 30 novembre. Seulement quelques jours après l'expulsion, un groupe occupa une église vide à Amsterdam dans laquelle 100 sans-papiers manifestent encore aujourd'hui. A La Haye, des réfugiés Irakiens (la plupart Kurdes) ont installé un camp de tentes sous le nom de DROIT D'EXISTER. Fin 2012 -après expulsion- ils ont squatté une autre église vide. Pour plus d'informations sur les événements aux Pays-Bas: tapez "Refugeecamp in the Netherlands" sur youtube, "Wij Zijn Hier" sur facebook, et allez sur le site Web www.devluichtkerk.nl

23 mars: manifestation générale des migrants à Bologna

Le 17 Février 300 migrants ont participé à une grande assemblée et ils ont manifesté leur volonté de porter la force cumulée dans les lieux de travail dans les places et dans les rues. Depuis les grèves du 1er Mars, où les migrants ont posé la loi Bossi-Fini au centre des leurs luttes contre l'exploitation du travail, encore une fois les luttes dans le secteur de la logistique nous disent que jusqu'au moment où les couts du permis de séjour réduiront d'une moitié le salaire, jusqu'au moment où rester en Italie dépendra du contrat de travail, il n'y aura aucune égalité. Le 23 mars les migrants manifestent contre la loi Bossi-Fini, contre l'exploitation et le racisme institutionnel.

<http://coordinamentomigranti.org>